

M. François HOLLANDE
Président de la République
Palais de l'Élysée
75008 Paris

A Paris,
Le 20 septembre 2012

Monsieur le Président de la République,

Dans une lettre adressée aux associations le 27 mars dernier pendant la campagne présidentielle, vous aviez pris position à propos des destructions de campements de Roms et écrit : « *On ne peut pas continuer à accepter que des familles soient chassées d'un endroit sans solution* ». Que deviennent ces paroles fortes quatre mois après que vous ayez été élu, Monsieur le Président ?

Aujourd'hui, l'action conduite par le Ministre de l'Intérieur, Monsieur Manuel VALLS, contredit ces propos et ne va pas dans le sens de ce vœu puisque des campements sont à nouveau détruits et que de nouveau des familles se retrouvent à la rue, sans solution d'accueil, déplacées, à quelques jours de la rentrée scolaire ou juste après.

On peut certes comprendre la volonté du Ministre de lutter contre l'état d'insalubrité de certains campements. Néanmoins, vous comprendrez que, comme vous-même au printemps dernier, nous ne puissions « *accepter que des familles soient chassées d'un endroit sans solution* », qu'elles se retrouvent parfois à la rue, que l'essentiel de leurs biens soient détruits, que le travail des associations qui les accompagnent ne soit pas respecté et soit même réduit à néant.

Vous le reconnaîtrez Monsieur le Président, le démantèlement dans ces conditions des campements insalubres n'est pas respectueux de la dignité de ces personnes et fait honte à notre pays comme l'ont souligné des instances européennes.

De nombreuses associations membres de la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP) accompagnent des Roms, et les étrangers en général, au quotidien.

En leur nom et au nom de notre Conseil d'administration, nous vous demandons d'intervenir pour que soient respectés vos engagements. Nous vous demandons qu'une politique d'inclusion, et non d'exclusion, soit proposée à ces familles conformément aux engagements pris par vous-même ce printemps.

Vous remerciant de votre attention, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre considération respectueuse.

Georges DUGLEUX
Président de la FEP

